

4 questions à Pierre Héritier

1 Les travailleurs avaient placé beaucoup d'espoir dans une victoire de François Mitterrand. C'est Giscard le nouveau président... Dans une situation économique difficile, face à un nouveau pouvoir qui ne peut qu'accentuer le caractère de classe du régime, comment penses-tu que va se caractériser la situation sur le terrain de la lutte sociale dans les semaines et les mois qui viennent

— **Pierre Héritier** : Il est toujours difficile de faire un pronostic sur un automne chaud ou sur un printemps social, mais je pense qu'aujourd'hui les conditions favorables à un développement des luttes sociales existent. D'abord la détermination des conditions de travail et de vie des travailleurs (pouvoir d'achat, conditions de travail, licenciements collectif, etc.) ensuite la consolidation de l'unité d'action réalisée au travers de la campagne présidentielle ; enfin, le niveau de mobilisation réalisé à l'occasion de cette campagne : la dynamique politique peut se reporter sur le terrain des luttes sociales.

Des conflits ? Il y en avait déjà pas mal au début du printemps, dans la période qui a précédé le décès de Georges Pompidou. Les raisons qui étaient à l'origine de ces conflits n'ont pas disparu au cours de la campagne électorale... Un gouvernement de gauche aurait pu leur apporter des réponses satisfaisantes. Giscard se trouve maintenant en face de cette situation, et en face des promesses qu'il a faites au cours de la campagne.

Cette situation ne s'est pas améliorée. Par exemple :

— la hausse des prix poursuit son escalade à un rythme de 17 % l'an ;

— l'inflation que nous connaissons en France est stimulée par celle que l'on rencontre dans

Une restructuration du mouvement ouvrier n'a de sens que si elle s'appuie sur l'acquis des luttes sociales menées depuis 1968. C'est pourquoi nous avons demandé à Pierre Héritier, l'un des responsables CFDT de la région Rhône-Alpes, membre du Bureau national de la Confédération et représentatif de ce que l'on a coutume d'appeler la « gauche syndicale », de nous expliquer sa position sur les échéances qui sont celles du mouvement ouvrier après la campagne présidentielle.

de nombreux pays capitalistes (Japon, Italie etc.)

— la hausse des tarifs pétroliers provoque une hémorragie de devises et un déficit des échanges que l'on tentera de compenser par des exportations (usines clés en mains, armement etc.)

Autrement dit, le pouvoir d'achat des travailleurs va en prendre un coup ! Les cadences de travail, par contre, ne vont pas diminuer : le patronat tentera de dégager une accumulation nouvelle de capital pour réaliser ses objectifs d'exportation. Les problèmes d'emplois ne vont pas s'améliorer pour autant. Il faut s'attendre à des licenciements collectifs et à des fermetures d'entreprises.

Dans un tel contexte, tout gouvernement de droite est désarmé, car il ne peut s'attaquer à des réformes de structures... ni prendre des mesures qui mettraient en cause la situation privilégiée des couches sociales qu'il représente. La lutte contre l'inflation, quand elle est menée par un gouvernement de droite, conduit généralement au blocage officiel ou officieux des salaires, à la montée du chômage, etc. En définitive c'est toujours sur le dos des travailleurs que le capitalisme tente de régler ses difficultés et ses contradictions. Les raisons de mécontentement ne manquent pas. A nous de créer les conditions pour le faire éclater. Je ne crois pas que cela puisse se faire avant les congés, mais c'est tout de suite qu'il faut préparer la rentrée.

2 - Un des principaux écueils sur lesquels butte le mouvement ouvrier depuis longtemps est la question de la jonction entre les luttes sociales et le débouché politique de ces luttes. Comment vois-tu l'avenir sur ce problème capital pour la gauche ?

— **P.H.** : Je crois avoir en partie répondu en

disant que la mobilisation politique réalisée dans le cadre de l'union des forces populaires pour le soutien du candidat unique de la gauche pouvait, à notre avis, se transférer sur le terrain des actions revendicatives. L'avancée politique peut entraîner une dynamique sociale.

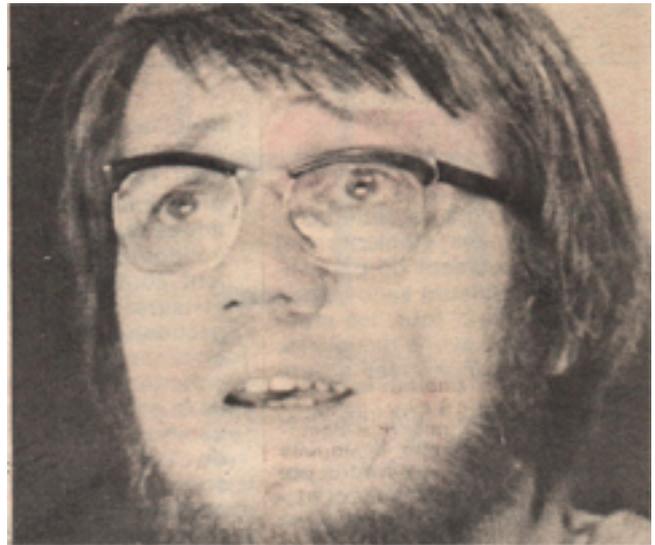
Le développement des luttes sociales et la construction d'une alternative politique constituent deux objectifs complémentaires qui loin de se concurrencer, s'épaulent mutuellement : sans débouché politique, les luttes sociales se limitent à un niveau purement revendicatif, parfois même catégoriel. Leur radicalisation ne doit pas faire illusion. Des conflits très durs ne sont pas forcément des conflits dirigés contre le capitalisme. Certains pays capitalistes s'accrochent fort bien de mouvement revendicatifs vigoureux.

L'absence d'alternative politique crédible a freiné le développement et la généralisation des luttes. Les travailleurs, surtout dans les secteurs les plus politisés, hésitaient à se lancer dans une bataille dont ils ne voyaient pas l'issue. C'est une des leçons de l'échec politique de mai 68.

Nous avons bien senti ce type de réaction dans la région stéphanoise où il y a eu plusieurs « printemps chauds » qui s'annonçaient bien et qui n'ont finalement été que de « grandes flambées » passagères.

A l'inverse l'avancée politique actuelle constitue bien le prolongement des luttes sociales menées ces dernières années. Depuis mai 68, le nombre et la vigueur des luttes sociales ont très certainement contribué à la réalisation de l'union des forces populaires. Depuis 68, une chose s'est imposée clairement : c'est que la seule alternative au régime ne peut qu'être une alternative de gauche ouvrant la voie au socialisme. Sinon comment expliquer l'échec du Chaban-Delorsisme ? Comment expliquer l'Union de la gauche et l'impossibilité d'une 3ème force ?

Les luttes sociales — comme l'élection présidentielle de 74 — traduisent avec une netteté de plus en plus grande une situation d'affrontement de classe. Désormais sur le terrain politique, sur le terrain des luttes, il y a deux camps face à face. D'où la nécessité pour nous de renforcer la cohésion et l'unité à l'intérieur du camp dans lequel nous nous trouvons.



3 - On assiste, au lendemain de la campagne électorale, à une série d'initiatives et de prises de position d'un certain nombre de forces politiques — PS et PSU notamment — qui semblent converger dans le sens d'une volonté commune de profiter de l'élan de cette campagne pour mener un effort de clarification, d'approfondissement, voire de regroupement des forces socialistes. Le BN de la CFDT vient d'apporter à ces initiatives un soutien de poids. Quelle est ton opinion sur la situation ainsi créée ?

— P.H. : La mobilisation suscitée par la candidature unique de la gauche, l'impact de la campagne menée avec dynamisme par François Mitterrand, le caractère d'affrontement entre la gauche et la droite au cours de cette campagne, tous ces éléments ont créé un mouvement de politisation des travailleurs sans précédent. Après le 2° tour, les réactions que nous avons recueillies, font ressortir deux idées essentielles :

1°) La nécessité de maintenir et de consolider la dynamique unitaire qui a permis aux forces populaires de réaliser un succès historique, malgré la disproportion des moyens d'information et de propagande. La « peur » éprouvée par le patronat et les forces réactionnaires permet de mesurer l'importance de ce succès. Cette unité s'est manifestée surtout au 2° tour, un peu tardivement à notre avis, pour faire d'un succès une victoire décisive pour le mouvement ouvrier.

2°) L'espoir de voir se constituer un grand parti socialiste « à la chilienne », capable d'adopter et de tenir des positions de classe, bien implanté sur les lieux de production et disposant d'un potentiel militant suffisant pour participer activement et manière permanente à la lutte anticapitaliste.

Actuellement, aucun des partis qui font référence au socialisme autogestionnaire ne remplit totalement ces conditions, d'où l'idée de favoriser le regroupement, sur des bases politiques claires, des organisations politiques et des militants qui luttent contre le capitalisme pour instaurer un socialisme autogestionnaire.

Cette idée, de restructuration de la gauche est partagée par de nombreux militants de la CFDT, du PS et du PSU. Pour ma part j'y souscris tout à fait si un certain nombre de conditions sont remplies. Une forte majorité de la CFDT dans la région Rhône-Alpes, partage ce point de vue. Je crois que cette restructuration permettra à des milliers de militants, syndicalistes ou non, qui se sont mobilisés dans cette campagne de prolonger cette mobilisation de manière durable dans un parti.

Il y a une occasion historique à saisir pour modifier la situation dans laquelle nous sommes enfoncés depuis des dizaines d'années : l'appel lancé par François Mitterrand, celui du PSU et la position du Bureau national de la CFDT permettent de penser qu'il existe un courant très large pour ne pas laisser passer cette chance historique.

4 - Tu as parlé de « conditions à remplir » pour réaliser cette opération. Que veux-tu dire par là ? Est-ce que cela sous-entend que les initiatives prises dans le sens d'une restructuration de la gauche comportent aussi des risques

P.H. Je crois qu'il faut bien analyser les données d'une restructuration de la gauche socialiste et ne pas se cacher les risques qu'elle pourrait comporter. Mais après analyse, je pense qu'il faut prendre un risque calculé et c'est ici qu'interviennent les conditions à remplir. J'en vois au moins trois :

a) — La constitution d'une grande force socialiste doit être menée de front avec le renforcement servés sur le Programme commun, nous avons souligné l'importance de l'accord entre le PC et le PS qui a marqué une rupture avec toute une pratique de type social-démocrate. L'accord entre le PS et le PC, c'est le verrou tiré derrière les opérations du type 3° force. La campagne présidentielle a confirmé, renforcé et enrichi cette orientation par l'élargissement de l'union des forces populaires. Il faut maintenir et consolider cet acquis, indispensable pour ouvrir la voie à une transition au socialisme.

b) — La nécessité de distinguer avec rigueur le projet de société et le programme de gouvernement. Le premier indique la direction à suivre. Le second indique clairement s'il y a ou non volonté d'attaquer le capitalisme et c'est

dans ce sens qu'il faut apprécier comme décisif le programme de nationalisations et qu'il faut poser le problème de la prise en mains et de la transformation de l'appareil d'Etat. Sans cela, la bourgeoisie pourrait bien s'accommoder d'un passage de la gauche au pouvoir...

Ce n'est pas par hasard que les courants « modernistes » sont généralement critiques à l'égard des nationalisations et qu'ils sous-estiment la nature de classe de l'appareil d'Etat. Il ne faudrait pas qu'un discours révolutionnaire sur le long terme camoufle des choix réformistes au moment décisif de la victoire de la gauche.

La droite, elle, ne s'y trompe pas : l'alliance avec le PC, la nationalisation des secteurs stratégiques de l'économie, le soutien populaire, constituent pour elle, les critères qui lui permettent d'apprécier le danger que représente pour le capitalisme une victoire des forces de gauche.

Dans une note de réflexion que nous avons faite dans la région Rhône-Alpes, nous avons défini quatre axes décisifs d'une transition au socialisme autogestionnaire ;

- la prise en mains de l'appareil d'Etat ;
- l'expropriation des grandes entreprises capitalistes ;
- la maîtrise de l'économie et son orientation vers un nouveau mode de vie ;
- la remise en cause de la division sociale du travail.

c) — La priorité donnée au développement du futur parti sur les lieux de production. C'est en fonction de sa composition sociale en effet que se définira en dernière analyse l'orientation de la nouvelle organisation. Le risque d'une déviation vers le réformisme moderniste peut seulement être évité si le poids politique des derniers et des travailleurs de l'industrie devient déterminant grâce notamment à l'engagement massif de syndicalistes de la C.F.D.T. et de la C.G.T.

Dans ces conditions, c'est être révolutionnaire que de faire des choix en fonction de la situation objective dans laquelle nous nous trouvons. N'oublions pas que le pire des pièges que nous tend la bourgeoisie sur le terrain de la lutte politique, c'est de se laisser marginaliser.

La restructuration de la gauche socialiste, c'est une réponse à la situation actuelle. C'est aussi une étape qui peut, peut-être, créer les conditions à plus long terme de nouveaux dépassements.